Le pouvoir aux travailleurs

11 Mars 2017

N° 231

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE — PAGES

EDITORIAL :

- LES RICHES ET LE GOUVERNEMENT NE CÈDERONT AUX REVENDICATIONS DES TRAVAILLEURS QUE CONTRAINTS ET FORCÉS …….. 2 - 4
- LES FEMMES DE YOUPOUGON SE RÉVOLTENT CONTRE LA PÉNURIE D'EAU ……..……. 7
- NON À L'EMPRISONNEMENT DES JOURNALISTES ! …… 7 - 8
- NUTRI : BRAS DE FER PAYANT POUR LES TRAVAILLEURS …...……. 9
- GRÈVE DES TRAVAILLEURS DE PÉTROCI …….……....…….. 9
- LES TRAVAILLEURS DE CNR FONT RECULER LEUR PATRON ……..….. 10
- COTIVO : UNE SITUATION SCANDALEUSE ! ……..... 10
- SEG MARCORY : REPRENDRE LE CHEMIN DE LA LUTTE POUR SE FAIRE ÉCOUTER …… 11
- YU YUAN : LES TRAVAILLEURS DÉTERMINÉS POUR FAIRE PLIER LA DIRECTION ……... 12
- FAMINE ANNONCÉE EN AFRIQUE DE L'EST : HYPOCRISIE DES GRANDES PUISSANCES ET RAPACITÉ DES CAPITALISTES …… 13 - 14

E d i t o r i a l

LES RICHES ET LE GOUVERNEMENT NE CÈDERONT AUX REVENDICATIONS DES TRAVAILLEURS QUE CONTRAINTS ET FORCÉS

Le 27 février, c'était le dernier délai accordé au gouvernement par les fonctionnaires, pour mettre en application les revendications déjà acquises de hautes luttes lors de la grève du mois de janvier et aussi pour concrétiser celles qui étaient encore restées en cours de négociation. Cette date butoir est arrivée à échéance sans que les fonctionnaires aient eu satisfaction. Le piège que beaucoup de grévistes craignaient dès le départ, quand les dirigeants syndicaux ont mis fin à la grève, s'est finalement avéré exact. Le gouvernement avait demandé une « *trêve* » aux fonctionnaires grévistes dans le seul but de les démobiliser et de lancer sa contre-attaque.

Rappelons que les fonctionnaires ont engagé une grève dès le mois de novembre 2016. Ils ont par la suite repris le travail pour se remettre en grève durant trois semaines en janvier. Ils exigent entre autres le paiement des arriérés de salaire et l'abrogation de la réforme scélérate portant sur leur retraite.

Le 7 mars, après la date buttoir, le gouvernement et les syndicats se sont rencontrés mais rien d'intéressant n'en est sorti pour les travailleurs. Non seulement le gouvernement n'entent plus discuter des revendications majeures des fonctionnaires mais il veut par-dessus le marché que les dirigeants des centrales syndicales s'engagent à mettre fin au mouvement des fonctionnaires et décident d'une « *trêve sociale* » sur le dos des grévistes.

Les dirigeants politiques qui se succèdent à la tête du gouvernement se comportent comme n'importe quel capitaliste envers ses employés. Ils rusent et font tout pour casser la grève. Ce n'est pas nouveau.

C'est ainsi qu'en 1988, Houphouët Boigny, sous la pression des fonctionnaires en grève, avait fini par promettre une révision des salaires …

lorsque la « *conjoncture* » la lui permettra. Ce fut le même cinéma sous Gbagbo, lors de la grève de 2007, puis celle de 2009. Gbagbo avait appris la façon de Houphouët Boigny de duper les fonctionnaires : sur le papier il a accordé l'augmentation, mais rien dans les faits. Le prétexte avancé a été le refus du FMI (Fonds monétaire international) d'autoriser à l'État ivoirien le droit d'augmenter les salaires dans la Fonction publique. Il s'était plié au dictat du FMI pour faire supporter aux salariés de la Fonction publique une cure d'austérité supplémentaire, mais en réalité, lui-même ne voulait rien céder aux grévistes.

C'est ainsi que le niveau de vie des petits fonctionnaires avait subi une baisse catastrophique. Durant 27 ans, de 1988 à 2014, ils n'avaient perçu aucune augmentation de salaire et pourtant cela leur a été promis plus d'une fois. C'est donc tout à fait légitime qu'ils réclament aujourd'hui le paiement des arriérés qui leur sont dus. Cela représente un total de 249 milliards de Francs Cfa, mais le gouvernement refuse d'honorer cette dette sous prétexte que les fonctionnaires y auraient eux-mêmes « *renoncé* » ! Qu'il ne s'étonne pas ensuite que les fonctionnaires soient en colère car ils en ont mare des entourloupes !

Une Assemblée Générale de l'ensemble des organisations des fonctionnaires devait se tenir le 10 mars à l'université de Cocody pour décider ensemble de la suite à donner. Mais voilà que la veille de cette rencontre, les organisateurs sont informés que la salle où devait se tenir cette rencontre leur a été refusée. Du coup, ce sont des AG éclatées sur tout le territoire qui a ont été décidées dans la précipitation. Ce qui rend plus difficile la coordination des actions à mener. C'est encore un bâton de plus pour affaiblir le mouvement gréviste.

Il est clair que les fonctionnaires mécontents n'obtiendront rien sans engager une lutte de plus grande envergure. Les soldats, eux, ont jusque-là réussi à faire plier le gouvernement en le menaçant directement avec leur artillerie. Les fonctionnaires, de leur côté, n'ont que l'arme de la grève pour imposer leurs revendications. Le

mouvement de grève de trois semaines en janvier a secoué le gouvernement mais il faudrait une mobilisation plus grande pour le faire vraiment plier.

Si le mouvement gréviste se limite à la seule fermeture des hôpitaux et des écoles publics par exemple, cela ne gêne pas trop les dirigeants politiques et les riches étant donné qu'eux-mêmes, leurs enfants et leurs familles ne les fréquentent pas. Ils disposent d'assez de moyens pour aller ailleurs. Quant au blocage de l'administration, ils s'en moquent également tant que les affaires des capitalistes ne sont pas perturbées. Ainsi, lors de la grève du mois de janvier, le gouvernement n'avait commencé à négocier qu'au bout de la 3ème semaine de grève, seulement quand le port d'Abidjan commençait à être perturbé et que les conséquences sur l'économie capitaliste ont commencé à se faire sentir. Ce qui veut dire que les fonctionnaires disposent des moyens de faire mal au gouvernement et aux capitalistes pour les faire plier.

Ces moyens seront encore plus efficaces si les travailleurs du secteur privé se joignaient à leurs frères du secteur public pour revendiquer ensemble des améliorations dans les conditions d'existence. Tous les travailleurs sont victimes des bas salaires et de l'augmentation du coût de la vie. Il est donc vital pour leurs intérêts communs qu'ils se donnent les moyens d'agir ensemble, de formuler leurs revendications et de coordonner les luttes. Ils font partie du même monde du travail qui souffre alors que c'est grâce à eux que la machine administrative et l'économie tournent. D'ailleurs, quel fonctionnaire n'a pas au moins un membre de sa famille qui ne se fait exploiter par un capitaliste ?

Ce qui manque aujourd'hui aux travailleurs, c'est la conscience qu'ensemble, travailleurs du privé ou du public : infirmier, enseignant, balayeur, technicien, machiniste, manœuvre, employé de bureau, ouvrier, chauffeur, maçon, docker, constituent une même force sociale, celle de la grande famille des travailleurs. Unis dans la lutte, ils constituent une force colossale capable de changer beaucoup de chose.

L E U R S O C I E T E

TOUT LE MONDE AU GARDE-À-VOUS ! POURQUOI PAS LE RETOUR AU PARTI UNIQUE ?

Lors d'un récent conseil des ministres, le gouvernement a décrété qu'il y aura dorénavant une levée de drapeau une fois par mois sur toute l'étendue du territoire. Pour la ville d'Abidjan, le cérémonial se déroulera à la Cité administrative, au Plateau. Tous le monde devra se mettre au garde-à-vous comme dans une caserne, même les passants !

A défaut de pouvoir mettre au pas les soldats mutins qui lui tiennent tête depuis longtemps, le gouvernement cherche à intimider la population, surtout les travailleurs de la Fonction publique et du secteur privée qui ont des revendications à avancer devant la dégradation catastrophique de leurs conditions d'existence. La jeunesse estudiantine est aussi visée par cette intimidation car l'Etat voudrait la museler.

Si Ouattara souhaite revenir au régime du parti unique où tout le monde doit se mettre au garde-à-vous devant le « *chef suprême* », lui chanter des louanges et dire amen à tous ses caprices de dictateur, il n'a qu'à le dire plus clairement !

En tout cas, les travailleurs n'ont pas à se laisser embobiner par ce cinéma patriotard de levée de drapeau. Quelle que soit leur couleur de peau, leur ethnie ou leur langue, ils font partie de la même classe mondiale des exploités, le prolétariat. Ils ont partout les mêmes intérêts face à la classe internationale des exploiteurs. Ils n'ont pas à défendre des frontières et des drapeaux nationaux qui ne sont faits que pour les diviser et les affaiblir. Voila pourquoi le seul drapeau des travailleurs est celui de l'internationalisme ; il est rouge, de la couleur du sang de leurs frères de classe morts au combat contre la bourgeoisie. C'est le drapeau de l'avenir de l'humanité.

GRAND MÉNAGE OU GRANDE COMÉDIE ?

Le 5 mars a eu lieu le lancement officiel d'une énième opération de nettoyage dénommé ''grand ménage''. Madame Anne Désiré Ouloto, la ministre de la Salubrité, de l'Environnement et du Développement durable, trouve qu'Abidjan et les autres localités du pays sont insalubres. Ce qui est vrai. Pour prétendre remédier à cette insalubrité, elle s'est lancée dans une campagne de communication. Dans les médias, il y a eu des spots tout azimut. Voilà bien une curieuse manière de combattre l'insalubrité.

Surtout que le gouvernement est totalement défaillant quand il s'agit des quartiers pauvres.

Pour sa propagande, madame la ministre s'est adjointe à la femme du président et d'autres pontes du gouvernement pour soi-disant sensibiliser les populations à la propreté de leur quartier. Elles ont fait appel aux medias pour qu'on les filme et photographie en train de donner des coups de balai. C'est grotesque et ridicule. Le but est de masquer la défaillance du pouvoir et d'accuser la population des quartiers pauvre d'être les responsables de l'insalubrité alors qu'elles en sont les victimes.

Pour rendre propre des grandes villes comme Abidjan, Bouaké ou Yamoussoukro, ces gens veulent faire croire qu'il suffirait que chacun balaye devant sa porte. Ce qui est totalement faux car Abidjan seule produit près de neuf mille tonnes d'ordure quotidiennement. Et il faut plus que de la bonne volonté des populations pour en venir à bout. Les habitants se débrouillent tant bien que mal pour envoyer les ordures produites par leur ménage aux endroits de pré-collectes. Mais c'est l'État qui est très défaillant et qui laisse les ordures grossir et pourrir faute de ramassage.

Si nos marchés ont toujours l'air de grandes décharges c'est précisément parce qu'il y a défaillance dans la chaine d'enlèvement des ordures. Les quartiers pauvres sont également dépourvus de caniveaux et de système de collecte des eaux usées. Même dans les endroits où cela existe, les caniveaux ne sont pas adaptés et sont continuellement bouchés. Les camions de ramassage d'ordure passent rarement dans ces quartiers à cause du mauvais état des voies d'accès.

Or cela fait quelques années que les autorités ont ajouté une taxe express de salubrité sur les factures d'électricité. Et même les municipalités prélèvent des taxes aux commerçants à cet effet. Malgré tous ces impôts, presque rien n'est fait pour garantir un cadre sain à la population pauvre.

Les entreprises de ramassage d'ordure et de balayage sont en nombre insuffisant. Et les travailleurs sont exploités férocement par ces entreprises qui s'enrichissent sur leur dos. Les femmes balayeuses de rue ne bénéficient pas d'équipement de protection adéquat. Elles sont exposées à la poussière et aux maladies. En plus, elles ne perçoivent pas à temps leurs maigres salaires. Bien souvent, c'est après d'âpres luttes qu'elles touchent leurs salaires.

L E U R S O C I E T E

Quant aux ordures industrielles, elles sont traitées comme des ordures ménagères ordinaires alors qu'elles sont très dangereuses. Elles sont déversées directement dans la lagune ou la décharge d'Akouédo sans traitement préalable. L'épisode du Probo Koala nous a montré l'incurie criminelle des dirigeants en matière de salubrité. Alors, qu'ils arrêtent de nous saouler avec leur opération purement publicitaire !

LES FEMMES DE YOUPOUGON SE RÉVOLTENT CONTRE LA PÉNURIE D'EAU

Des centaines de femmes ont bruyamment manifesté le 09 Mars dernier à Yopougon-Sable. Elles protestaient contre la pénurie d'eau dans le quartier depuis plusieurs mois. Munies de bidons, de seaux, et autres boites, elles ont battu le pavé paralysant la circulation et bravant la présence des forces de l'ordre. Elles scandaient des « *on veut de l'eau* !». Les habitants de Micao avaient eux aussi manifesté dans la même période. La multiplication des manifestations a obligé les autorités à recevoir les représentantes des femmes.

À cette rencontre, le directeur de la SODECI et un ministre se sont engagés à résoudre le problème dans un délai d'une semaine. La pénurie d'eau a duré des mois. Il a fallu une bonne manifestation pour que la décision de résoudre le problème soit enfin prise. Cela montre à quel point le gouvernement et Bouygues, le capitaliste qui gère la Sodeci, se moquent des populations pauvres !

NON À L'EMPRISONNEMENT DES JOURNALISTES !

Dans le courant du mois de février, six journalistes ont été emprisonnés pour leur reportage sur la mutinerie des ''Forces spéciales'' d'Adiaké. Les responsables gouvernementaux les accusent de divulgation de ''*fausses informations*'' de nature, disent-ils, à inciter les militaires à la révolte.

Dans les faits, cette unité d'élite basée à Adiaké étaient entrées en mutinerie du 7 au 8 février à la suite des militaires de Bouaké qui avaient obtenu 12 millions du gouvernement après une mutinerie au début du mois de janvier.

Après avoir occupé la ville et donné un ultimatum de deux jours à leur hiérarchie pour satisfaire leur revendication, les mutins d'Adiaké ont fini par regagner leur caserne.

L E U R S O C I E T E

Mais le gouvernement a affirmé n'avoir rien cédé. Cependant les journalistes ont écrit qu'il y a eu accord et que les militaires avaient commencé à passer à la caisse au Trésor de Grand Bassam. Cela a été par ailleurs confirmé par de nombreux internautes qui alimentent les réseaux sociaux.

Le gouvernement, au lieu d'apporter un démenti à leurs écrits, a préféré jouer de la chicotte en les enfermant dans les cachots du camp de gendarmerie d'Agban.

Impuissant devant les mutineries qui se succèdent dans les casernes, le gouvernement veut montrer ses muscles aux journalistes qui ne sont pas à sa solde.

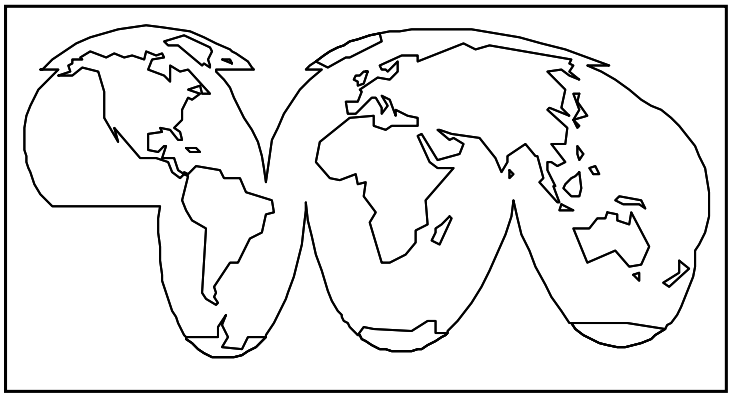
MINISTÈRE DE LA SANTÉ : BEAUCOUP DE PAROLES ET PAS D'ACTION

Le 22 février, 1500 agents des hôpitaux ont manifesté pour réclamer le versement de quatre mois d'arriérés de salaire. Ce sont des ambulanciers et personnel d'entretien des CHU, CHR et centres de santé publique.

Peu avant cette manifestation, Madame Goudou Koffi, ministre de la Santé et de l'hygiène publique, avait fait une sortie très médiatisée où elle accusait le personnel de santé d'être responsable du piteux état des hôpitaux publics dans le pays.

Au lieu d'accuser injustement le personnel hospitalier, le gouvernement ferait mieux de satisfaire leurs revendications et d'équiper les hôpitaux publics qui manquent de tout !

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

NUTRI : BRAS DE FER PAYANT POUR LES TRAVAILLEURS

Les travailleurs de Nutri, une entreprise de la zone industrielle de Yopougon exerçant dans l'alimentaire, avaient engagé un bras de fer avec leur patron. Ce qui a mis le feu aux poudres, c'est que celui-ci a tenté de les rouler dans la farine en leur proposant de signer des contrats scandaleux de six mois alors que nombreux sont ceux qui ont déjà plus de deux ans d'ancienneté et se considéraient déjà comme des embauchés et attendaient seulement la signature de leur contrat à durée indéterminé.

C'était mal compter avec la détermination des travailleurs à ne pas se laisser duper. Comme un seul homme, ils ont rejeté les propositions du patron qui voulait leur imposer ce recul. Et comme ce dernier insistait, la mobilisation est montée d'un cran. La menace de grève était imminente. Alors le patron s'est vu contraint de remballer ses contrats.

Malgré ce recul, les travailleurs restent mobilisés car ils n'ont aucune confiance en lui. Il pourrait profiter de la baisse de la mobilisation pour les licencier et les remplacer par des journaliers. Alors ils veulent faire d'une pierre deux coups en exigeant pendant que la mobilisation est montante la signature des CDI, ce qui ne serait que justice.

GRÈVE DES TRAVAILLEURS DE PETROCI

Les travailleurs de Pétroci ont observé une grève de trois jours, du 13 au 15 février dernier. Ils protestaient contre la décision de la direction de supprimer leurs acquis tels que l'aide au logement, l'assurance maladie, le paiement de la retraite complémentaire. Cette décision passe mal chez les travailleurs, d'autant plus que dans le même temps le PDG s'offre un salaire mirobolant, des voyages en jet privé, des frais de mission non plafonnés, l'achat de voiture de luxe, etc.

Depuis l'annonce de ces mesures en décembre 2016, les représentants des travailleurs sont dans d'interminables négociations entre l'Inspection du travail et la direction. Voyant que les négociations trainaient et ayant le sentiment que le patron les menait en bateau, les travailleurs sont passés à la vitesse supérieure en arrêtant le travail. La réaction a été plus rapide puisque le ministre de l'Energie s'est vu obligé de se mêler de la partie pour dit-il « *personnellement traiter ces questions* ».

Les travailleurs ont suspendu leur grève mais ils restent mobilisés car ils savent bien que le seul langage que comprennent gouvernement et patronat, c'est le langage de la lutte.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

LES TRAVAILLEURS DE CNR FONT RECULER LEUR PATRON

Les ouvriers de CNR, une entreprise canadienne exerçant dans le pétrole et le gaz, ont observé une grève durant une semaine. Ils réclament à leur direction l'embauche directe car depuis plusieurs années ils travaillent pour cette entreprise à travers des agences de placement et de travail temporaire sans jamais être embauché. Certains ont même plus de 10 ans d'ancienneté comme contractuel. Fatigués de cette situation, les travailleurs sont entrés en lutte, ce qui a été finalement payant.

À l'entame de la grève préalablement prévue pour durer 72 heures, la direction, comme à son habitude s'est montrée arrogante vis-à-vis des travailleurs. Elle a refusé même de les rencontrer. Devant cette arrogance prononcée du patronat, la colère des travailleurs est montée d'un cran. Ils ont alors décrété une grève illimitée. Au bout d'une semaine de grève, le patron a été obligé de revoir sa copie et signer avec les travailleurs les modalités de l'embauche.

Les travailleurs ont repris le travail la tête haute, fiers d'avoir, grâce à leur mobilisation et à la solidarité sans faille, remporté une victoire sur leur patron.

COTIVO : UNE SITUATION SCANDALEUSE !

Les ouvriers de l'usine textile de Cotivo basée à Agboville étaient récemment en lutte pour exiger leurs paies bloquées depuis le mois de novembre.

Au début, les travailleurs ont emprunté la voie de la « *conciliation* » comme les patrons aiment bien le prôner, mais force était de constater que toutes les démarches entreprises par les travailleurs envers la direction pour une résolution du problème se sont heurtées au refus. Tant que les travailleurs privilégiaient la négociation à la lutte, la direction faisait la sourde oreille. Excédés par l'arrogance du patron qui refusait de payer les salaires quand bien même l'usine tournait, la colère des travailleurs était montée d'un cran. Les réunions se succédaient, les petits débrayages aussi et finalement la menace de grève était tombée.

Devant cette menace, le patron a accédé partiellement aux revendications des travailleurs. Il a payé un mois de salaire et rééchelonné le reste des arriérés sur les mois à venir. Affaire à suivre !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

SEG MARCORY :
REPRENDRE LE CHEMIN DE LA LUTTE POUR SE FAIRE ECOUTER

S E G est l'une des entreprises marocaines qui exercent dans le BTP en Côte d'Ivoire. Sur son chantier VGE à Marcory, les travailleurs restent mobilisés pour l'application totale des points de leurs revendications obtenus de hautes luttes.

Après la grève de deux semaines en début du mois de février, la direction a commencé à appliquer timidement les points d'accord. Pour le moment elle n'a respecté que le barème pour les manœuvres en les alignant sur le Smig. Ceci a pris effet depuis le début du mois de février. Cependant, il reste à verser aux manœuvres le reliquat de la période antérieure. Pour l'ensemble des travailleurs, il reste la déclaration à la CNPS, les bulletins de paie ainsi que des primes à prendre en compte.

Pour ne pas honorer à ses engagements, la direction cherche à accélérer les travaux pour vite se séparer des travailleurs. Ainsi, pendant la deuxième quinzaine du mois de février, le directeur du chantier a promis 2 heures comme bonus à chacun si les travaux accéléraient. Les travailleurs contents d'avoir deux heures de bonus par jour, ont effectivement doublé d'effort, cela malgré la forte chaleur. Mais une semaine après, la surprise fut grande et désagréable car point de trace des 2 heures sur les cartes de pointage. Ils ont immédiatement manifesté leur colère en marquant un arrêt de travail. Durant les jours qui ont suivi, le rythme des travaux a nettement baissé et les travailleurs réclament par ailleurs le pointage d'un jour, pour la grève passée, qui n'avait pas été pris en compte.

Face à cette situation, la direction a organisé une rencontre où elle a reconnu avoir fait une fausse promesse quant au paiement des deux heures. Pour faire tomber colère, elle a accepté de pointer la journée de grève.

Les travailleurs, de leur côté, ont profité de cette rencontre pour remettre sur le tapis l'application des autres points de leurs revendications, à savoir : le bulletin de paie, la déclaration à la CNPS et surtout le rappel des salaires des manœuvres. Ils ont donné comme date limite, fin mars. La direction a aussi été prévenue du dépôt d'un préavis de grève dès début avril. Les travailleurs ont clairement dit aux patrons qu'ils ne leur font plus confiance parce qu'ils ne respectent pas leurs paroles données.

Devant la détermination et la mobilisation des travailleurs, la fin de ce mois annonce des jours tumultueux pour la direction, si elle ne s'exécute pas.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

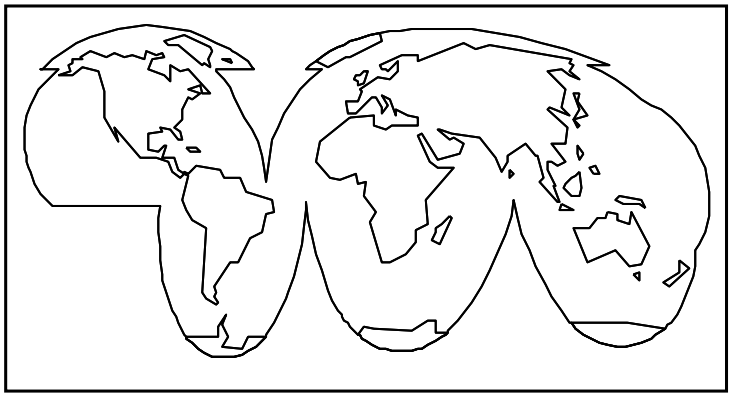
YU YUAN : LES TRAVAILLEURS DÉTERMINÉS POUR FAIRE PLIER LA DIRECTION

Yun Yuan est une petite scierie située à la zone industrielle de Yopougon. C'est depuis le mois de novembre que les travailleurs ont porté à la connaissance de la direction, leurs revendications ;

Et c'est finalement en février, suite à un préavis de grève que la direction a donné son accord pour l'application de tous les points de revendications, sauf celui de l'assurance privée. Elle a promis de régulariser la situation à partir du mois de mars 2017. Ainsi, tous les travailleurs, sans distinction, percevront un salaire journalier qui passe de 2500F à 4300F (qui inclus le salaire + l'indemnité de transport). Ils seront tous déclarés à la CNPS. Tous ceux qui ont un an et plus ont commencé à signer des contrats à durée déterminée d'un an. Mais il reste beaucoup de points qui n'ont pas encore vu un début de solution, dont le rappel des salaires. Car en touchant au paravent un salaire journalier de 2500F, il reste 1800 Fr volé chaque jour aux travailleurs, que le patron doit restituer. Sans compter les 2 heures supplémentaires à payer également pour chaque jour travaillé, puisque les travailleurs effectuaient dix heures de travail par jour.

Mais pour ce reliquat, la direction fait semblant d'ignorer. Pour le moment, les travailleurs attendent le premier salaire de la première quinzaine du mois de mars pour voir si vraiment le Smig a été respecté et ensuite ils engageront la lutte pour le manque à gagner.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

FAMINE ANNONCÉE EN AFRIQUE DE L'EST : HYPOCRISIE DES GRANDES PUISSANCES ET RAPACITÉ DES CAPITALISTES

Antonio Guerres le secrétaire général de l'ONU, a lancé un cri d'alarme en direction des grandes puissances pour que celles-ci débloquent des dons en urgence afin de sauver des personnes menacées de mort par la grave famine qui s'annonce en Afrique de l'Est. En effet la sécheresse frappe à nouveau plusieurs pays de la région : Kenya, Ethiopie, Erythrée, Djibouti, Ouganda et Soudan du Sud. Vingt millions de personnes sont menacées de mort ainsi que leur bétail, si des actions concrètes ne sont pas mises en œuvre à bref délai.

Les dirigeants de ces pays eux aussi, une fois de plus, tendent la main pour réclamer des aides, mais ce sont des assassins. Ce sont eux qui dans leur soif du pouvoir, massacrent leurs populations et les prennent en otage. Ce sont eux qui volent, pillent et rackettent les gens.

Quant aux dirigeants des pays riches occidentaux, ils sont aussi responsables de cette situation : ce sont eux qui vendent des armes et c'est leur ordre impérialiste qui appauvrit les populations. Ils vont verser quelques larmes de crocodiles et faire quelques gestes symboliques. S'ils étaient vraiment sincères, ils ouvriraient leurs frontières pour accueillir les réfugiés qui parviennent à fuir les drames dans leurs pays. Mais au lieu de cela ils expulsent sans ménagement.

Cependant la sécheresse et le réchauffement climatique ne sont pas les seuls responsables de la famine annoncée. Même lorsque les pluies ne manquent pas, les populations des campagnes mais aussi les travailleurs des villes, s'en sortent difficilement. Nairobi et Addis Abeba sont devenues ces dernières années des métropoles modernes et prospères dans lesquelles des classes sociales privilégiées mènent une existence aisée grâce aux richesses produites par les travailleurs. Ces pays sont exportateurs de produits industriels en direction des riches métropoles capitalistes qui profitent des bas salaires et des mauvaises conditions de travail qu'ils imposent partout, pour réaliser des profits substantiels.

Même durant les périodes de sécheresse des années précédentes, les serres agricoles du Kenya entre les mains des grands trusts de l'agroalimentaire, n'ont pas manqué d'eau grâce à des systèmes performants de forage et d'irrigation. En toute saison, des haricots verts ainsi que d'autres légumes et fruits produits dans ce pays, mais aussi les plantes d'appartements et les fleurs, ont su trouver le chemin des circuits de distribution qui approvisionnent les riches pays d'Europe.

Dans un autre pays tel que le Soudan du Sud, création récente des grandes puissances, la manne pétrolière pourrait être consacrée au mieux-être de la population, si les compagnies pétrolières et la dictature

qui protège leurs intérêts, ne dilapidaient pas cette richesse du sous-sol.

Tout cela pour dire que dans cette région comme dans d'autres en Afrique, les phénomènes climatiques ne constituent pas la seule cause des difficultés endurées par la population. D'une façon générale à l'heure actuelle, les capacités productrices de l'humanité n'ont jamais été aussi grandes et il serait possible de nourrir l'ensemble de la population mondiale. Ce monde regorge de richesses. Il faudra renverser ce système capitaliste qui s'oppose à une répartition de ces richesses entre tous et réduit à la famine des millions d'êtres humains.

IL Y A 70 ANS LA RÉBELLION ÉCLATAIT À MADAGASCAR

Madagascar est devenue colonie française en 1896. Dans ce pays plus grand que la France en superficie, les autorités coloniales ont recouru durant plusieurs dizaines d'années au travail forcé. Cela consistait à enrôler de façon obligatoire et non rémunérée, les adultes, dans tous les chantiers publics ou les concessions agricoles entre les mains des colons sur les terres qu'ils se sont accaparés avec l'appui du pouvoir. Les conditions d'exploitation étaient tellement inhumaines qu'une personne sur cinq succombait suite aux mauvais traitements et à la sous-alimentation.

Au lendemain de la 1 ère guerre mondiale, face aux divers mouvements de résistance que ces pratiques engendraient, les colonialistes ont dû assouplir ces pratiques proches de l'esclavage. Le travail forcé fut remplacé par les « *prestations* ». Cela consistait à faire effectuer à chaque homme malgache âgé de 16 à 60 ans, des travaux obligatoires non rémunérés durant 10 à 50 jours par an. A partir de 1926 l'administration coloniale a mis en place le SMOTIG (Service de Main-d'œuvre pour les Travaux d'Intérêt Général). C'est un service militaire obligatoire de 3 ans.

Durant la seconde Guerre mondiale, le pouvoir colonial avait aggravé les conditions d'existence de la population malgache. Le système de l' « *indigénat* » a été appliqué de manière systématique. Il permettait à l'administration de condamner de façon impitoyable et sans jugement, les personnes qui avaient du mal à payer l'impôt sur la « *capitation* », ou ceux qui ne fournissaient pas de façon suffisante les produits agricoles exigés par le pouvoir colonial sous forme de réquisition. Toute la production de riz devait obligatoirement être collectée par l' « *Office du riz* ». Une grande partie de cette denrée prenait la direction de la métropole et le restant était vendu à la consommation locale à prix élevé. Les bœufs, les clous de girofle, le caoutchouc, les bois tropicaux et d'autres denrées prisées par les colonialistes, partaient également vers l'hexagone

Madagascar, sous l'autorité de Vichy a été occupée durant plusieurs mois entre 1942 et 1943 par le

Royaume-Uni. Ce qui a révélé une certaine faiblesse de l'autorité coloniale. Début 1944, lors de la conférence de Brazzaville, De Gaule avait plus ou moins laissé espérer l'autodétermination à ceux qui rejoindraient son camp contre celui de Pétain. Et puis encore les Etats-Unis, nouvelle puissance de premier rang, ne faisaient pas mystère de leur opposition au colonialisme. D'autre part, le retour au pays des anciens combattants malgaches de la 2e guerre mondiale a conforté ce sentiment de vulnérabilité du colonisateur.

La population malgache était exsangue et malgré la répression, des jacqueries ont éclaté en de multiples endroits. Dans la nuit du 29 au 30 mars 1947 toute la partie Est de l'île s'est soulevée. C'était une explosion spontanée. En de maints endroits les vétérans de la guerre ont rejoint la Rébellion. Le 31 mars un camp militaire français est attaqué par plusieurs centaines d'hommes armés de sagaies, de haches et de coupe-coupe. Un mois plus tard les révoltés libèrent 150 prisonniers du camp militaire de Moramanga.

En représailles, les Européens survoltés organisent une véritable milice de tueurs qui se livrent à des carnages. Des renforts militaires composés entre autres de légionnaires, de Nord-africains et de tirailleurs Sénégalais sont alors dépêchés par le pouvoir colonial vers Madagascar. Certains y laisseront leur peau. Il faudra au pouvoir colonial plusieurs mois et 89 000 morts pour arriver à briser le mouvement de révolte. Ce chiffre, en un premier temps avancé par les autorités, a été par la suite désavoué, mais il donne cependant une idée de l'ampleur du massacre colonial qui s'est traduit aussi par des tortures, des exécutions sommaires, des pillages et des mises à feu de villages etc. Parmi les crimes les plus graves, figure celui du 6 mai 1947 quand le commandant du camp de Moramanga fait mitrailler plus d'une centaine de militants du MDRM emprisonnés dans des wagons.

Le MDRM (Mouvement pour la Démocratie et la Rénovation Malgache) était un parti politique qui avait trois députés et espérait obtenir l'Indépendance par des voies légales, constitutionnelles, dans le cadre de l'Union française. Les dirigeants de ce mouvement réprouvaient l'insurrection, ramenée à des « *crimes* » et des « *actes de barbarie et de violence* ». Malgré cela le mouvement fut interdit et ses dirigeants ont eu à subir de multiples exactions et tortures car il fallait au pouvoir colonial, désigner des responsables, faire tomber les têtes afin d'enlever à la population toute velléité de s'opposer à son bon vouloir.

Cependant la répression n'a pas résolu tous les problèmes. Le cheminement vers l'Indépendance était inéluctable. L'ère coloniale était révolue et les grandes puissances comme la France et l'Angleterre ont dû, bon gré mal gré, lâcher leur mainmise directe sur les territoires sur lesquels ils régnaient en maîtres depuis plus d'un demi-siècle.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.